

VADEMECUM du porteur de projet

Présentation des dossiers :

Sur la forme :

Les dossiers doivent refléter la qualité des projets proposés en étant détaillés et complets, avec des éléments précis permettant d'apprécier la qualité et la pertinence des actions. Il est attendu une description très concrète des actions. **Seuls les dossiers complets feront l'objet d'une instruction par les services.**

Sur le fond :

Chaque action doit, d'une part, s'adresser **majoritairement aux publics issus des quartiers prioritaires** et d'autre part, répondre prioritairement aux orientations stratégiques pour bénéficier d'un financement.

Le projet devra préciser le ou les quartiers concernés, **le type de public ciblé pour chaque action en indiquant le nombre, l'âge, femme/homme...**

Les porteurs doivent décrire de façon détaillée les modalités de mise en œuvre du projet en mentionnant **le lieu, la ou les dates, la fréquence, les intervenants...** et indiquer précisément comment le projet s'inscrit dans le cadre des orientations du contrat de ville.

Les actions doivent présenter une **dimension partenariale** en impliquant des acteurs locaux et mobiliser en priorité les **ressources locales**. Elles doivent également présenter et bénéficier **d'un co-financement**.

Le caractère innovant doit être mis en avant afin d'apporter des réponses efficaces d'une part, aux difficultés déjà identifiées en changeant les méthodes et les approches utilisées et d'autre part aux difficultés émergentes.

L'évaluation est un élément très important du projet. La pertinence des outils et des indicateurs choisis feront partie des critères dans l'attribution de la subvention. Ils devront permettre d'apprécier si les objectifs ont été atteints, mesurer si la situation de départ a évolué par rapport à l'action menée et voir les perspectives à donner au projet. Dans le cas contraire, déterminer les obstacles ou insuffisances rencontrés dans la mise en œuvre du projet.

Le budget prévisionnel de l'action doit être équilibré, c'est-à-dire que les dépenses devront être égales aux recettes. Ce budget doit être distinct du budget prévisionnel de l'association ou de la structure porteuse du projet. Il devra impérativement faire apparaître entre autre, le montant de la subvention sollicitée auprès de l'Etat – crédits politique de la ville – programme 147, mais également le montant des subventions sollicitées auprès d'autres financeurs (région, département, communes, CAF...)

Le critère de l'annualité budgétaire devra être respecté. Les dates d'exécution devront être comprises entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2019, **sauf pour les dossiers en année scolaire.**

L'action proposée doit se dérouler **hors temps scolaire.**

La subvention sollicitée **doit être supérieure ou égale à 1 000 €.**

Rappel sur le financement :

Les crédits spécifiques Etat à la politique de la ville sont dédiés exclusivement aux habitants des quartiers prioritaires, avec un taux de co-financement maximal de l'Etat comme suit :

- 80% maximum pour les actions nouvelles et innovantes ;
- 50% maximum pour les actions reconduites ;
- 30% maximum pour les actions reconduites pour la dernière année

Attention :

Toute reconduction d'action devra être accompagnée du bilan intermédiaire de l'action 2018.

Le paiement de la subvention 2019 sera conditionné à la saisie du bilan de l'année 2018 sur l'extranet et de l'envoi papier du bilan original signé à la Préfecture.